

ELECTIONS EUROPÉENNES – 9 JUIN 2024

NOTRE PROJET POUR **L'EUROPE DES NATIONS ET DE LA CIVILISATION**

Les **92 propositions** de *Reconquête!*
pour agir à Bruxelles, défendre la France et les Français
et protéger la civilisation européenne.

VOTEZ
MARION
LA FRANCE FIÈRE

liste soutenue par
ÉRIC ZEMMOUR et **RECONQUÊTE!**

La volonté et la capacité d'agir

Marion Maréchal

Tête de liste de *Reconquête!* aux élections européennes

Pour la première fois de l'histoire de la construction européenne, le consensus fédéraliste, qui règne en maître au Parlement européen depuis 1979, est sur le point de voler en éclat et d'être balayé par les forces de droite conservatrices et nationales.

Ce ne sont pas ici que des mots ou un slogan de campagne : non seulement nous avons un projet ambitieux, non seulement nous avons la volonté de le mettre en œuvre, mais nous aurons aussi la capacité de le faire. Déjà forts de représentants de 17 nationalités, déjà au pouvoir dans 4 pays (et bientôt rejoints par les élus hongrois de Viktor Orbán), les Conservateurs européens du groupe ECR sont – d'après toutes les projections – en passe de devenir la force centrale du Parlement européen. Ce que cela signifie ? Que nous serons demain, avec les élus *Reconquête!* et nos alliés d'ECR, au cœur de la véritable alternative à travers des minorités de blocage et des majorités de projet. Ce n'est évidemment pas le cas du groupe des LR (le PPE), qui participe au grand consensus aux côtés des macronistes et des socialistes, derrière Ursula von der Leyen, et ce n'est pas non plus le cas du RN qui est membre d'un groupe isolé, marginalisé, et même aujourd'hui fragilisé, sans la moindre influence.

Et c'est précisément parce que nous pouvons agir que nous avons élaboré un programme courageux, détaillé et crédible, fort de 92 propositions très concrètes que les députés *Reconquête!* porteront dans la nouvelle assemblée parlementaire. Vous le savez, nous sommes les seuls à faire de la défense de la civilisation, la pierre angulaire de notre projet européen.

Défendre la civilisation, c'est bien sûr préserver l'Europe européenne aux racines helléno-chrétienne face à l'immigration et à l'islamisation. Nous sommes les seuls à proposer 17 mesures réalistes et fermes pour réfuter le fatalisme migratoire et refuser la conquête islamique, pour mettre en œuvre, très concrètement, la politique d'inversion des flux et de remigration des clandestins, des étrangers délinquants, fichés S ou chômeurs de longue durée.

Défendre la civilisation, c'est aussi sauver nos paysans et la France rurale face au fanatisme écologiste. Mieux, c'est renouer avec la grande épopée des inventeurs, des ingénieurs pour relever les grands défis du XXI^{ème} siècle et réussir, par exemple, l'adaptation de nos sociétés au changement climatique en réaffirmant que le génie de l'homme européen, sa capacité à surmonter les épreuves, à créer et à innover, sera toujours préférable à l'écologie de la punition et de la pénitence des adeptes de la décroissance.

Défendre la civilisation, c'est libérer l'économie française et européenne de l'enfer des normes et des taxes et soutenir nos entreprises et nos industries dans la guerre économique qui nous oppose à la Chine et aux États-Unis. Libérer à l'intérieur et protéger à l'extérieur, tels sont les principes qui ont inspiré nos propositions pour la reconquête industrielle et numérique de la France et de l'Europe.

Défendre la civilisation, c'est sortir la France et l'Europe de l'hiver démographique par une grande politique de relance de la natalité des Européens. C'est aussi, enfin, porter une certaine conception de l'Homme et de la dignité humaine et combattre, sans faiblesse, la propagande woke et toutes les idéologies de la déconstruction qui sont désormais à l'œuvre au cœur des institutions européennes. C'est bien entendu, refuser la banalisation de la GPA et se battre pour son abolition.

Si vous êtes en accord avec nos propositions, si vous partagez nos convictions et notre ambition pour que la France reste la France et que l'Europe reste l'Europe, alors n'hésitez plus : le 9 juin prochain, votez et faites voter pour la seule liste qui pourra réellement agir pour vous défendre, servir les intérêts de la France et changer le cours de l'histoire en Europe !





L'Europe de nos ancêtres et de nos enfants

Nicolas Bay

Député européen (groupe ECR) - Coordinateur du projet

« Unie dans la diversité » est la devise officielle de l'Union européenne. C'était la promesse d'une construction européenne fondée sur notre histoire civilisationnelle, sur nos peuples et nos cultures. C'était une idée qui convenait au Général de Gaulle lui-même : celle de l'Europe plurimillénaire, dont nos nations sont des variations chaque fois uniques.

Elles sont l'expression de la vraie diversité, à l'exact opposé de la prétendue « diversité » qui voudrait nier les particularismes, les fondre, tout araser, tout mélanger, tout décréter égal et donc uniforme, informe. Mais plus l'Union européenne s'est renforcée, plus elle s'est étendue, plus nos nations ont été étouffées. Force est de constater qu'aujourd'hui, « Affaiblie dans l'uniformité » décrirait mieux l'Union.

Notre projet, porté par Marion Maréchal et Reconquête!, partagé par nos alliés du groupe des Conservateurs et réformistes européens (ECR), est tout inverse. Nous voulons revenir à l'esprit dans lequel la construction européenne a été entreprise. Plutôt que la fuite en avant fédéraliste, une organisation confédérale, avec la sanctuarisation de la souveraineté des États et de leur droit de véto, un retour au principe de subsidiarité, et une préférence nationale puis communautaire face à une mondialisation toujours plus sauvage.

Une Europe à plusieurs vitesses et des coopérations entre pays volontaires, libres, plutôt que la coercition, les menaces au nom de l'état de droit et le « tout à 27 ». Le refus de tout élargissement de l'UE, le retour aux limites géographiques et historiques, à la définition et la conscience de notre héritage commun, notamment ses racines grecques, romaines et chrétienne, dont Jacques Chirac avait refusé la mention dans les traités.

En somme, une forme d'euro-réalisme, ancré dans les réalités nationales et les identités des peuples, avec tout ce que nous avons en commun sans oublier tout ce qui nous différencie les uns des autres. Une vision réaliste et respectueuse des intérêts de chacun, contre les fantasmes de Bruxelles qui cherche à soumettre voire à détruire les nations.

En particulier, nous refusons la dérive autoritaire de la Commission, aux pouvoirs grandissants et à l'ambition démesurée : initiative législative, « gardienne des traités », injonctions et chantage aux États qui ne partagent pas son idéologie progressiste... La Commission européenne d'Ursula von der Leyen est devenue un exécutif qui se rêve totalement autonome et voudrait pouvoir s'imposer au Conseil européen, l'assemblée des chefs d'État et de gouvernement. Il est temps de la remettre à sa place : la Commission ne doit plus être l'exécutif, mais l'exécutant des décisions du Conseil. C'est la seule voie pour que l'Union reste une association libre et démocratique d'États engagés volontairement à la recherche d'un bien commun.

Le changement est possible. Sous les menaces conjuguées du Grand Remplacement, de l'impuissance organisée, de la décroissance, de l'islamisation, de la mise sous tutelle de nos nations, les peuples d'Europe se réveillent. Le 9 juin, le Parlement européen peut basculer à droite. Notre groupe parlementaire ECR peut devenir le point d'équilibre d'une coalition de droite forte, qui mettra un terme aux folies de Bruxelles. Nos alliés sont déjà au pouvoir, seuls ou en coalition, dans quatre pays ; ils seront bientôt rejoints par d'autres, et leur influence au Conseil ne cesse de croître.

La France et l'Europe, pas celle de Bruxelles, de Macron et de von der Leyen, mais les vraies, celles de nos ancêtres et de nos enfants, ne veulent pas mourir. Elles n'ont pas dit leur dernier mot. Le 9 juin, elles auront besoin de vous. Et dès le 10 juin, en votre nom, nous les défendrons avec Marion Maréchal.





Libérer l'Europe de l'immigration et de l'islamisation

Constat et analyse :

Les accords de Schengen, en 1996, ont aboli les frontières nationales avec, en contrepartie, la promesse d'une protection renforcée des frontières extérieures. Finalement, l'idéologie immigrationniste a abouti **à l'affaiblissement de toutes les frontières – nationales et européennes – et à l'adoption d'une réglementation laxiste**, très contraignante, aboutissant davantage à gérer les flux entrants et l'accueil des migrants qu'à les empêcher d'arriver ou de rester sur le sol européen. Faute de possibilité juridique et de moyens budgétaires, humains et matériels, Frontex, l'agence européenne en charge des frontières extérieures, est dans l'incapacité de soutenir réellement et efficacement les États membres dont les frontières sont franchies illégalement.

Nous savons aussi que l'histoire de l'Europe est une confrontation permanente entre notre continent et le monde arabo-musulman qui a toujours eu des velléités de conquête vers le

nord (l'Espagne envahie pendant des siècles avant la Reconquista, l'empire ottoman contre les pays balkaniques et d'Europe centrale, etc.). Aujourd'hui, cette conquête est plus insidieuse, moins ouvertement belliqueuse mais bien réelle. **L'immigration de masse, amplifiée par les pompes aspirantes dans beaucoup de pays européens (droit du sol, aides sociales, allocations, soins et école gratuits, etc.), cumulée au laxisme judiciaire et à une naïveté à l'égard de l'idéologie islamiste (soutenue, promue et financée par l'argent public des collectivités locales, de l'État français et de la Commission européenne) crée un terreau fertile.**

De plus, **la négation de nos racines chrétiennes, illustrée par le refus de les inscrire dans le projet constitutionnel européen** (qui a abouti ensuite au traité de Lisbonne) par Jacques Chirac, a ouvert la voie à la substitution des valeurs de notre civilisation (la raison grecque, le droit romain, la chrétienté) par de fausses valeurs ou des valeurs dévoyées.

1.A. STOPPER L'INVASION ET ENGAGER LA REMIGRATION !

Dissuader les départs, empêcher les arrivées, imposer qu'ils repartent.

La TRIPLE-FRONTIÈRE pour protéger l'Europe de l'immigration

Frontière nationale avec le rétablissement de nos frontières et la fin de la libre circulation pour les extra-Européens.

Frontière européenne avec le blocus militaire naval en Méditerranée, Frontex et des barrières physiques.

Frontière au-delà de nos frontières, à travers les accords de coopération avec les pays du pourtour méditerranéen pour lutter contre l'émigration, les aider à sécuriser leurs frontières et financer l'installation de centres de migrants en-dehors de l'Europe.

■ **Rétablir les frontières nationales contre la libre-circulation des extra-Européens** dans l'espace Schengen

■ **Interdire la libre-circulation aux extra-européens dans l'espace Schengen**

■ **Supprimer toute subvention aux ONG pro-migrants** et poursuivre en justice, comme le fait l'État italien, celles qui participent activement au trafic d'êtres humains.

■ **Abolir le pacte migratoire de l'UE et repenser totalement le système d'asile européen** pour faciliter les procédures d'expulsion (revoir les critères de la liste des « pays sûrs ») ; refuser toute répartition imposée de migrants et le principe d'amendes pour leur refus ; réviser les critères d'octroi de la protection internationale (revenir à la « persécution à titre individuel ») et imposer la reconnaissance, entre les États membres, du refus de cette protection (ne pas permettre qu'un migrant refusé dans un pays aille dans un autre). Le refus de la protection doit aboutir ensuite à l'expulsion systématique. Mettre en œuvre des tests osseux et/ou dentaires pour distinguer les vrais mineurs des faux.

■ **Quitter la CEDH, modifier la réglementation européenne sur le non-refoulement** pour autoriser l'éloignement, aux frontières extérieures, des migrants qui n'ont pas demandé l'asile dans une ambassade ou ont traversé plusieurs pays sûrs.

(La CEDH est un traité qui a déjà 70 ans, n'est plus adapté aux enjeux et ne permet pas aux États de défendre leurs populations, citons divers exemples comme l'interdiction de fouille au corps des prisonniers ou l'interdiction d'expulsion de terroristes.)

■ **Supprimer la directive européenne sur le regroupement familial** afin de rendre aux États membres leur liberté en matière de gestion et de contrôle de l'immigration.

1.B. COMBATTRE L'ISLAMISATION DE L'EUROPE

■ **Faire de la lutte contre l'islamisme une cause européenne commune** pour permettre une coordination de toutes les informations et actions des États membres en vue de démanteler les réseaux islamistes (Frères musulmans, Milli gorus, salafistes). **Une liste des organismes, associations et personnalités participant à la mouvance islamiste sera annuellement publiée.**

■ **Interdire les Frères musulmans partout en Europe** sur le modèle autrichien : la Confrérie sera inscrite sur une liste noire, ses slogans et sa littérature seront frappés d'interdiction et ses organisations seront dissoutes.

■ **Combattre les ingérences islamistes de la Turquie et du Qatar** en Europe.

■ Organiser **une coopération européenne pour que les islamistes étrangers expulsés d'un pays ne puissent s'installer dans un autre pays européen** et que les organismes interdits ou dissous dans un pays européen ne puissent se réimplanter ensuite dans un autre (exemple du CCIF).

■ **Interdire toute subvention européenne à des associations et organismes agissant en faveur de l'islamisation de l'Europe** ou qui sont soutenus par des pays dominés par cette idéologie (comme le FEMYSO, le réseau ENAR, Islamic Relief Germany, etc.).

■ **Mettre un terme définitif et irréversible à la procédure d'adhésion de la Turquie à l'UE, arrêter tous les financements de l'Union européenne à la Turquie (50 milliards en 20 ans).** Renégocier les accords économiques et commerciaux (l'union douanière notamment) ainsi que les financements de la Banque européenne d'investissement (BEI) dont la Turquie bénéficie actuellement.

1.C. AFFIRMER LES RACINES DE NOTRE CIVILISATION EUROPÉENNE ET CHRÉTIENNE

■ Inscrire dans les traités **la mention des racines grecques, latines et chrétiennes de l'Europe.**

■ Favoriser **la préservation et la mise en valeur du patrimoine culturel historique européen**, en récupérant les fonds des programmes culturels propagandistes comme « Europe créative ».

■ Assumer une **diplomatie civilisationnelle** et reconnaître les **liens historiques d'amitié et de solidarité de l'Europe avec les chrétiens d'Orient et l'Arménie.**



Libérer la France de la bureaucratie et du centralisme bruxellois

Constat et analyse :

L'Union européenne suscite la défiance de plus en plus forte des peuples européens tant elle apparaît comme un bateau ivre, lancée dans une fuite en avant fédéraliste. L'UE, au moins dans l'esprit sinon déjà dans les textes, a même dépassé le stade fédéral pour se muer en état centralisé : **les bureaucrates ont inventé une sorte de jacobinisme bruxellois !**

Originellement présentée comme au service de la paix et de la concorde entre les peuples, **l'UE s'est construite au gré des traités successifs, d'abord avec les nations (Rome, 1957) puis sans elles (Maastricht, 1992) et enfin contre elles (Lisbonne, 2009)**. Plus elle va loin dans l'intégration, moins l'UE est efficace : on l'a vu notamment sur les grandes crises pour lesquelles on nous disait que l'échelon efficace et pertinent serait nécessairement l'échelon européen. Or, **l'UE a été défaillante face à la crise financière de 2008, défaillante face à la crise migratoire de 2015 et défaillante face à la crise sanitaire de 2020**. La réponse des fédéralistes est qu'il faut en finir avec le poids excessif des nations et donc supprimer le principe de l'unanimité dans les décisions prises au sein du Conseil. En supprimant le droit de veto de chaque État membre, il en serait en effet terminé des souverainetés nationales et on basculerait d'une simple organisation internationale à un véritable super-État fédéral.

Plutôt que de contourner les volontés et spécificités nationales, il serait infiniment préférable, plus respectueux et plus efficace que les coopérations européennes soient organisées de manière plus souple. **Rien ne nécessite en effet de vouloir tout faire à 27 ni d'y associer systématiquement tous les États membres en niant leurs singularités**, a fortiori maintenant que l'UE s'est élargie de manière rapide et déraisonnable à des pays ayant de très profondes disparités économiques et sociales avec les pays d'Europe occidentale.

Nos adversaires objecteront, de mauvaise foi, que ce serait la fin de la construction européenne. Rien n'est plus faux ! Et beaucoup de dispositifs européens ont d'ailleurs été mis en œuvre selon ce principe : l'espace Schengen comporte des pays qui ne sont pas membres de l'UE (Suisse, Norvège)

et, à l'inverse, certains États membres ne sont pas dans Schengen (Roumanie, Bulgarie etc.). La zone Euro ne compte que 20 des 27 pays de l'UE. L'Espace économique européen (EEE) comporte des pays comme la Norvège ou l'Islande qui ne sont pas dans l'UE. Et le Royaume-Uni post-Brexit dispose d'un accès libre au marché européen sans droits de douane ni quota alors qu'il a quitté l'UE à grand fracas.

En outre, si l'Union européenne est à ce point opaque, autoritaire et coupée des réalités et des aspirations des peuples, c'est notamment en raison de son organisation institutionnelle qui écarte du processus de décision les peuples et même largement les gouvernements des États membres, qui sont pourtant l'émanation de la volonté populaire. **La Commission européenne détient un immense pouvoir au détriment des autres institutions, alors qu'elles ont pourtant davantage de légitimité démocratique.**

En effet, la Commission dispose de prérogatives largement supérieures à celles d'un gouvernement : elle a l'initiative législative, la réglementation, le contrôle de l'application et s'érige aussi en « gardienne des traités » (mention fourre-tout glissée dans le traité de Lisbonne et lui permettant d'intervenir en permanence hors de ses compétences au nom des « valeurs de l'UE »). Composée de 27 commissaires que personne n'a élu et que personne ne connaît, d'une présidente toute-puissante et de 34 000 (!) fonctionnaires, **la Commission européenne symbolise à elle seule les errements et les dérives** inacceptables des institutions européennes. Elle doit être purement et simplement supprimée au profit du Conseil et du Parlement dont les fonctions seraient redéfinies.

L'Europe d'aujourd'hui est à la croisée des chemins, confrontée à la montée du technocratisme qui menace nos libertés fondamentales. Les tentatives de censure des réseaux sociaux réclamées par les commissaires européens, les restrictions sur l'utilisation du paiement en liquide, et les réflexes totalitaires des progressistes polonais face aux journalistes et organes conservateurs en place, soulignent que nos libertés sont menacées. Il faut urgemment se battre pour conserver ces libertés, qui sont intrinsèques à notre identité européenne.

2.A. REPRENDRE NOTRE DESTIN EN MAIN, RÉAFFIRMER NOTRE SOUVERAINETÉ ET BÂTIR L'EUROPE DES COOPÉRATIONS

*Non à la création d'un super-État fédéral européen !
Oui à la suppression de la Commission de Bruxelles !*

- **Supprimer la Commission de Bruxelles** (remplacée par un secrétariat, qui est l'exécutant et non plus l'exécutif). Ce secrétariat sera placé sous l'autorité du Conseil de l'UE.
- **Rendre l'initiative législative au Conseil** (les gouvernements des États membres) qui doit disposer de l'exclusivité de l'initiative législative pour mettre en œuvre les coopérations européennes.
- **Modifier l'article 55 de notre Constitution** pour sanctuariser la primauté du droit national sur le droit européen et interdire aux juges de rendre inapplicable une législation nationale au prétexte qu'elle serait contraire au droit européen.
- **Reconnaître réellement le principe de subsidiarité** (que ce qui peut être décidé et organisé au niveau national ne fasse pas l'objet d'ingérences de Bruxelles), encadrer les compétences exclusives de l'UE et refuser tout nouveau transfert de compétences.
- Engager une refonte des traités européens **pour que les États membres puissent participer, entrer et sortir des coopérations européennes de manière plus souple et démocratique**. Permettre aux nations de **choisir librement les projets de coopération** auxquels elles participent.
- **Refuser tout nouvel élargissement** de l'Union européenne.
- **Supprimer le SEAE (Service européen d'action extérieure) et arrêter de doubler la diplomatie des États**. Soit des États décident, ensemble, d'appliquer une diplomatie commune sur des sujets précis et ponctuels, soit chacun agit librement et souverainement.
- **Refuser la création d'une armée européenne, tout partage de la dissuasion nucléaire française et de notre siège au Conseil de sécurité de l'ONU**, souhaités par Emmanuel Macron.

2.B. EN FINIR AVEC LES GASPILLAGES ET LA BUREAUCRATIE BRUXELLOISE

We want our money back !

- **Refuser tout impôt européen** et notamment les « ressources propres » aboutissant à créer une fiscalité européenne qui s'ajoute à la fiscalité nationale.
- **Diminuer de 20% la contribution annuelle de la France au budget de l'UE** avec un plafond à 20 milliards d'euros par an.
- **Réduire de 50% l'enveloppe allouée au Fonds social européen** et prioriser l'apprentissage et la formation professionnelle dans les métiers en tension ou les industries d'avenir (agriculture, filière nucléaire, métiers du numérique).
- **Supprimer la moitié des agences européennes et les programmes européens injustifiés pour faire des économies et réduire les contributions nationales** (« Europe créative » 2,44 milliards sur six ans, subventions aux ONG environ 3 milliards par an...).

Exemples d'agences européennes et comités à supprimer :

Le Comité européen des régions
Le Service européen pour l'action extérieure
Le Comité économique et social européen
Le Médiateur européen
L'Agence de l'Union européenne pour l'asile
L'Agence européenne pour l'environnement (AEE)
Le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
L'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture

■ **Les Français doivent pouvoir continuer à utiliser tous les moyens de paiement traditionnels (liquide, chèque, ...)** Il faut s'assurer que l'Euro-numérique, s'il est vraiment établi, ne remplace pas les autres moyens de paiement comme l'argent liquide ou le chèque, et ne bénéficie pas de primauté ou d'exclusivité pour certains usages par rapport aux autres moyens de paiement.





Libérer l'économie européenne et refuser la décroissance énergétique et agricole

Constat et analyse :

Dans son histoire assez récente, l'Europe a su s'imposer économiquement et industriellement sur la scène mondiale, dans le secteur aéronautique avec Airbus, ou dans le spatial, avec Ariane. Ces succès qui contribuent grandement au prestige et au rayonnement européen ne se sont pas faits dans le cadre bruxellois et c'est sans doute l'une des raisons de leur réussite ! Plus l'UE a été centralisée, édictant des règles contre les concentrations économiques, industrielles ou technologiques, plus elle a imposé des normes imitées nulle part ailleurs sur la planète, plus nos concurrents principaux, américains et asiatiques, en ont profité pour acquérir des positions de leader sur l'économie nouvelle et les technologies de demain. L'Europe doit maintenant rattraper son retard, ne pas laisser passer le train des grandes mutations numériques en cours et s'imposer dans la bataille de l'intelligence artificielle dont les conséquences économiques et sociales seront considérables.

De plus, si les bouleversements climatiques sont une réalité qui nécessite des adaptations nombreuses y compris dans nos modèles économiques, cela ne justifie en rien la vaste entreprise écolo-punitiviste mise en œuvre par Bruxelles, qui organise la décroissance agricole et industrielle de l'Europe et culpabilise les Européens. L'Europe est déjà, depuis longtemps, l'ensemble économique le plus vertueux en matière de respect de l'environnement.

S'imposer des normes encore plus lourdes, c'est pénaliser les entreprises européennes face à des concurrents qui vont bénéficier d'une concurrence déloyale de fait. Il faut donc en finir avec l'idéologie et défendre une authentique écologie reposant sur la limitation du recours à l'import chaque fois que possible et la fin du modèle de libre échange planétaire particulièrement polluant. Il faut favoriser **la relocalisation des activités humaines et privilégier les circuits courts**, c'est-à-dire la production, la consommation et le retraitement dans un périmètre géographique le plus raisonnable possible.

La multiplication des accords de libre-échange de l'Union européenne avec tous les pays de la planète fait subir à notre économie une **concurrence déloyale qui a déjà quasiment tué notre industrie et tuera demain notre agriculture, notamment en cas de signature de l'accord avec les pays du Mercosur (marché sud-américain)** dont Bruxelles envisage la signature après les élections. Il faut en finir avec le sans-frontiérisme commercial consistant à fabriquer des produits en Asie, à les vendre en Europe et à retraiter les déchets en Afrique. Nous devons au contraire **rétablir des protections douanières** (taxes, quotas et contingentements) aux frontières de l'Europe comme le font d'ailleurs toutes les grandes économies (les États-Unis, l'Inde, le Japon, etc.). Le libre-échange dérégulé est de surcroît profondément anti-écologique.

3.A. PROMOUVOIR UNE EUROPE DES INGÉNIEURS, DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION

Reconquérir la souveraineté énergétique et minière de l'Europe.

■ **Bâtir un plan européen de relance de la filière électronucléaire** dans le cadre de l'alliance européenne du nucléaire. Ce plan nécessiterait **500 milliards d'euros** et doit ainsi mobiliser les fonds européens et nationaux ainsi que l'épargne des Français et des Européens. L'objectif étant de ne pas faire reposer le financement du parc nucléaire sur les seuls consommateurs.

■ **Baisser les factures d'électricité des Français** en réduisant les taxes sur l'énergie, en supprimant les règles de concurrence du marché européen de l'électricité qui obligent notamment EDF à vendre un quart de sa production d'électricité à des concurrents artificiels.

■ **Amplifier le financement des programmes de recherche et d'exploitation du sous-sol français et européen** pour améliorer la souveraineté minière de l'Europe sur les minerais stratégiques. **Relancer le débat autour de l'exploration des ressources en gaz de schiste** afin de réduire la dépendance gazière de la France et de l'Europe avec les États-Unis.

Réussir l'adaptation des Français et des Européens au changement climatique.

■ **Financer un grand plan européen pour le fret ferroviaire et fluvial dans le cadre du mécanisme d'interconnexion européen** : soutien en France à l'achèvement du Lyon-Turin. Créer les grandes connexions portuaires et ferroviaires pour massifier le report modal, retirer des millions de camions de nos routes et réduire considérablement la pollution atmosphérique.

■ **Réformer la législation européenne sur l'eau et renforcer les politiques publiques de stockage et de recyclage de l'eau** : construction de bassines et de retenues collinaires, rénovation du réseau d'eau potable et traitement et recyclage des eaux usées.

■ Réformer la gestion du **Fonds européen pour l'innovation en le mettant à la disposition des États (gestion déléguée sur le modèle du plan de relance), concentrer ses moyens vers le numérique, l'IA, l'agriculture du futur**, et augmenter **son enveloppe de 50 milliards d'euros** : 40 milliards d'euros prélevés sur la politique de voisinage et 10 milliards d'euros sur les dépenses administratives de l'UE.

Faire de l'Europe, le paradis des ingénieurs et de la recherche dans le numérique et l'intelligence artificielle.

■ **Favoriser l'écosystème entrepreneurial européen, notamment dans le secteur clé de l'IA**, comprenant les garde-fous éthiques en conformité avec nos valeurs de civilisation mais sans excès de normes qui nous priverait de toute compétitivité. **Renégocier l'IA Act.**

■ **Viser la souveraineté hardware/software pour les institutions et certains secteurs stratégiques** européenne (matériel informatique et cloud européen pour les institutions, lanceurs européens pour les satellites...).

■ **Relocaliser sur le sol européen les données numériques des sociétés et particuliers européens** (construction et sécurisation de *data centers* assurant notre souveraineté dans ce domaine).

■ Lancer des programmes de recherche en **robotique/IA/numérique et soutenir la modernisation des entreprises spécifiquement pour aider les « métiers en tension » et limiter l'immigration.**

3.B. CONTRE LE PACTE VERT, EN FINIR AVEC L'INFLATION DES NORMES ET DES TAXES

■ Abroger toutes les directives et règlements du Pacte vert.

Revoir les objectifs de la directive Climat sur la neutralité carbone en 2050
 Supprimer l'interdiction de la vente de véhicules thermiques à l'horizon 2035
 Supprimer la directive imposant près de 45% de renouvelable dans la production énergétique européenne
 Supprimer la directive sur la performance énergétique des bâtiments qui risque d'exclure 7 millions de logements du marché de la location
 Supprimer la directive sur les émissions industrielles qui contraint les élevages porcins et volaille de taille intermédiaire
 Abroger la stratégie de la ferme à la fourchette qui risque d'entraîner une baisse de la production agricole de 15 à 20%

■ **Introduire le principe de sobriété normative** : pour une norme créée, deux normes supprimées. Réduire considérablement la charge administrative pour les entreprises afin de soutenir le travail au lieu de l'empêcher.

■ **Supprimer tous les financements français et européens de l'éolien** (offshore et terrestre). Protéger la filière photovoltaïque en cessant de subventionner l'achat de solaire chinois produit à prix cassé.

■ **Soutenir nos entreprises avec l'abrogation des directives CSRD et « devoir de vigilance ».**

3.C. SAUVER NOTRE AGRICULTURE ET DÉFENDRE LA FRANCE RURALE

La Politique agricole commune doit viser la souveraineté alimentaire.

■ Remplacer l'objectif de verdissement de la PAC par **un objectif de souveraineté alimentaire** : plus aucune législation ne doit entrer en vigueur si elle entraîne une baisse de la production agricole en France et en Europe.

■ **Faire cesser la politique de conversion vers l'agriculture biologique dans les filières en tension** et abandonner l'objectif de 25% de la production agricole en bio, inatteignable et inadapté à la réalité de l'offre et de la demande.

■ **Stopper les décisions d'interdiction des produits phytosanitaires sans études d'impact économique et sans alternative fiable et supprimer le plan Ecophyto**. Valoriser la recherche scientifique pour favoriser l'émergence de technologies alternatives au glyphosate (molécule photosensible, laser désherbant).

■ **Supprimer définitivement la conditionnalité des aides PAC au respect des nouvelles règles environnementales** (ratio prairie, rotation des cultures, jachères). L'ensemble de ces obligations doit devenir incitatif et être intégré au mécanisme des éco-régimes.

■ **Réviser le système des éco-régimes dans l'Union Européenne pour le rendre plus incitatif**, en introduisant plus de flexibilité et des incitations financières renforcées. Cette réforme comprendrait l'adaptation des exigences environnementales aux spécificités régionales, et la simplification des procédures administratives pour l'accès aux subventions. Cette réforme doit permettre de passer d'une logique de contrainte à une logique incitative. Ces dispositions répondent à un triple objectif :

Plus de flexibilité réglementaire : permettre aux États membres d'adapter les exigences des éco-régimes aux spécificités régionales, augmentant ainsi l'adhésion des agriculteurs en tenant compte de leurs réalités opérationnelles,
Renforcement des incitations financières : aiguiller les subventions et les soutiens financiers pour les agriculteurs qui s'engagent volontairement dans les pratiques durables prescrites par les éco-régimes,
Simplification administrative : réduire la complexité des procédures administratives pour accéder aux subventions, notamment en intégrant les financements dans une grande dotation «transition écologique» contractualisée.

Cette proposition a pour but de rendre les politiques environnementales plus équitables et efficaces, en assurant que les agriculteurs ne se sentent pas pénalisés mais soutenus dans leurs efforts de transition.

■ Réformer la politique commune de la pêche pour sauver la pêche française :

Fixer comme objectif à la PCP, la lutte contre la dépendance de l'Europe aux importations de poissons,
Supprimer la compétence exclusive de la Commission en matière de gestion des stocks de ressources halieutiques pour que les États et les pêcheurs soient associés au processus de décision.

Protéger nos agriculteurs de la concurrence déloyale

■ **Défendre l'exception agricole française et européenne** et instaurer un moratoire sur le volet agricole des traités de libre-échange avec le Canada, la Nouvelle-Zélande et le Chili.

■ Défendre partout **l'introduction et le respect des clauses de réciprocité** : aucun produit agricole ne peut faire l'objet d'une exemption douanière s'il ne respecte pas les mêmes standards environnementaux et sanitaires en vigueur en Europe.

■ Instaurer la **priorité nationale dans les marchés publics** de la restauration scolaire.

■ Rétablir les droits de douane sur l'importation de produits agricoles ukrainiens en abrogeant l'accord **sur la prolongation des mesures de libéralisation des échanges avec l'Ukraine.**

■ Mentionner sur tous les produits agricoles, sans exception et sans limite de seuil, **l'origine des ingrédients qui les composent**, qu'importe qu'ils soient frais ou transformés.

■ **Faire cesser les distorsions de concurrence intra-européennes liées aux surtranspositions de directives européennes** s'agissant des conditions de production agricole.

Défendre la France rurale contre l'extrémisme vert et l'offensive antispéciste.

■ Soutien à la création, au Parlement européen, **de l'intergroupe biodiversité, chasse et campagne.**

■ **Réforme des directives « Oiseaux » et « Habitats »** afin de renforcer les capacités de régulation des espèces dont le niveau de conservation est jugé satisfaisant (impact du grand cormoran sur les populations piscicoles, lutte contre la prédation du loup).

■ **Opposition à toutes les offensives antispécistes et animalistes** dans le cadre de la réforme des directives sur le bien-être animal ou des attaques contre la chasse, la pêche et les traditions rurales.

3.C. RÉARMER L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE ET DÉFENDRE LA PUISSANCE FRANÇAISE

■ **Contre l'IRA (Inflation reduction act) américain, bâtir un plan de protection des intérêts industriels de la France et de l'Europe :**

Mettre en œuvre une préférence européenne (Buy european act) pour favoriser la production européenne,

Instaurer une préférence nationale et communautaire dans l'emploi des fonds européens (FEDER, Fonds européen pour l'innovation) : chaque euro de la politique de cohésion doit bénéficier, en priorité, aux entreprises françaises et européennes. Par exemple, le FEDER ne pourra plus financer un projet de ferme photovoltaïque avec des panneaux solaires fabriqués en Chine,

Rendre impossible le financement des achats d'équipements militaires et d'industrie de défense non-européens par des fonds européens, que ce soit via la FEP ou le FEDef,

Assouplir la législation sur les aides d'Etat (relèvement du plafond d'aide publique jusqu'à 300 millions d'euros) dans les investissements stratégiques – automobile, nucléaire, technologies vertes, industrie nucléaire – pour empêcher la délocalisation de grandes entreprises aux États-Unis,

Mieux protéger notre marché pour mieux protéger nos entreprises : plus de contrôles de nos importations pour faire respecter les clauses de réciprocité dites « miroir » pour assurer qu'elles respectent vraiment nos normes et ne créent pas de concurrence déloyale, exiger plus de traçabilité et un meilleur étiquetage de nos partenaires commerciaux.

■ **Contre le dumping chinois, imposer le marquage d'origine « fabriqué en Chine » sur tous les produits manufacturiers et relever les droits de douane aux frontières de l'Europe :** relèvement du tarif douanier à 50%, contre 10% actuellement sur les véhicules électriques chinois.

■ **Mettre en œuvre un moratoire sur les accords de libre-échange (ALE) et établir un audit coûts/bénéfice des ALE actuels en vue de leur renégociation.**

■ **Abroger la directive européenne sur le détachement des travailleurs pour faire cesser la concurrence déloyale intracommunautaire et promouvoir la préférence nationale et européenne à l'embauche, notamment dans les métiers en tension.**



Libérer les Européens de la propagande woke et relancer la natalité européenne

Constat et analyse :

Derrière l'encouragement à l'immigration de masse par les institutions européennes se cache un constat fataliste inacceptable : l'effondrement de la natalité européenne devrait être compensé par une immigration destinée à assurer l'équilibre de nos systèmes de retraite et de protection sociale. L'absence de dynamisme démographique condamne à moyen terme les nations et même une civilisation à la mort lente mais certaine.

Plutôt que ce choix désastreux qui consisterait finalement à sortir de l'Histoire, il faut assurer le renouvellement démographique des Européens par des politiques d'encouragement à la natalité, des mesures sociales et fiscales incitatives, la promotion de la famille et de sa place dans la société ainsi que la protection des enfants.

De plus, **le grand dogme européiste de la « libre circulation des hommes, des capitaux et des biens » aboutit à la libre circulation à l'échelle continentale des criminels, des trafiquants, des**

armes et de la drogue. Le fort pouvoir d'achat des Européens (comparativement aux autres grands ensembles économiques mondiaux), le laxisme judiciaire conduisant à l'impunité pour les délinquants et un continent aux frontières poreuses, font de l'Europe la première cible commerciale de la planète pour l'écoulement de la drogue. C'était vrai s'agissant des drogues présentées à tort comme « douces » et provenant largement du Maghreb, mais ça l'est aujourd'hui s'agissant en particulier de la cocaïne produite dans le continent sud-américain et qui inonde désormais le marché européen en transitant par les ports antillais (Fort-de France) puis les grands ports européens (Le Havre, Marseille, Anvers, Zeebrugge, Rotterdam).

Ce pullulement de drogues sur le continent européen constitue un danger mortel pour notre jeunesse et un signe supplémentaire de désagrégation et de la déliquescence de notre société européenne occidentale. Le sujet est suffisamment grave pour l'ériger en grande cause européenne.

4.A. PROTÉGER NOS ENFANTS DE LA PROPAGANDE WOKE ET DE L'ACTIVISME LGBT

- **Interdire toute campagne européenne faisant la promotion de l'idéologie woke** (Guide de la communication inclusive de la Commissaire à l'égalité Helena Dalli, campagne de la Commission « la liberté est dans le Hijab »).
- **Supprimer tout financement au wokisme et aux associations militantes LGBT** comme les programmes « intersectionnels » d'Horizon Europe.
- **Obtenir l'abolition de la GPA** dans tous les États membres de l'Union européenne.
- **Réaffirmer la liberté d'expression comme valeur cardinale** et non-négociable. **Garantir la liberté d'expression la plus large possible, sans biais politiquement corrects** qui servent souvent à déguiser la censure (cf. loi Avia avortée, projet européen d'ériger les « discours de haine » en infraction pénale transnationale, guerre du Commissaire Thierry Breton contre Elon Musk, etc.).

4.B. PROTÉGER NOTRE JEUNESSE : REMPORTER LA BATAILLE EUROPÉENNE CONTRE LA DROGUE

■ Renforcer les coopérations européennes, douanières, policières et judiciaires contre la drogue. **Constituer une coordination européenne anti-drogue** regroupant des policiers, des douaniers et des militaires détachés par les États dans tous les sites sensibles d'arrivée ou de transit des stupéfiants (ports, aéroports, grands axes autoroutiers).

■ **Augmenter massivement le contrôle des marchandises dans les ports européens.** Cela ne pourra se faire qu'au prix d'un ralentissement des échanges internationaux, en cohérence avec la lutte contre la concurrence déloyale et une remise en question du libre-échange mondialisé et anti-écologique.

■ Mettre en œuvre un mécanisme de **sanctions contre les pays, sociétés et personnalités (avec saisie des biens) qui entretiennent des liens avec les multinationales de la drogue**, en particulier dans le continent sud-américain et au Maghreb.

4.C. LA NATALITÉ, GRANDE CAUSE EUROPÉENNE

Pour l'avenir de l'Europe, des enfants plutôt que des migrants !

■ Lancer de **grandes campagnes européennes de soutien aux familles** (comme cela a été fait en Italie, en Pologne et en Hongrie) pour que le nombre d'enfants se rapproche du désir d'enfants.

■ Inciter les États membres à mettre en œuvre des **mesures sociales et fiscales encourageant la natalité** (prêts d'État à taux zéro pour l'accession des familles à la propriété, primes de naissance, abattements fiscaux, etc.) et déduire du calcul du déficit de chaque État 50% des dépenses de politique familiale du budget des administrations publiques en les considérant comme des investissements d'avenir.

■ Réorienter le **fonds social européen vers les politiques de soutien à la natalité** et d'aide à la conciliation vie professionnelle/ vie familiale.

■ **Inciter les établissements accueillant du public** à créer des espaces pour les enfants (ce qui se fait dans les pays nordiques ou d'Europe centrale).

■ Réserver **ERASMUS aux jeunes Européens et introduire un coût financier avantageux pour les familles nombreuses.**

■ Mettre en œuvre une **grande campagne européenne de prévention contre les trois fléaux majeurs qui menacent la santé mentale et physique de la jeunesse européenne** : les drogues, l'addiction aux écrans et l'exposition à la pornographie.



NOS 10 COMBATS

POUR L'EUROPE DES NATIONS ET DE LA CIVILISATION

- > **NON À L'ISLAMISATION DE L'EUROPE**
interdiction des Frères musulmans, fermeture des mosquées radicales.
- > **BLOCUS NAVAL CONTRE L'IMMIGRATION**
en Méditerranée et lutte contre les ONG complices des passeurs de migrants.
- > **EXPULSION ET REMIGRATION**
des clandestins, des délinquants et islamistes étrangers.
- > **REFUS DE TOUT IMPÔT EUROPÉEN**
et du super-État fédéral, préservation du droit de véto de la France.
- > **LIBERTÉ POUR LES ENTREPRISES**
face aux normes, aux taxes et aux contrôles qui tuent notre compétitivité.
- > **SOUTIEN À NOS AGRICULTEURS**
face au Pacte vert et à la concurrence déloyale.
- > **DÉFENSE DE NOTRE EXCELLENCE NUCLÉAIRE**
et de notre indépendance énergétique pour baisser le prix de l'électricité.
- > **PRIORITÉ NATIONALE ET EUROPÉENNE**
dans les marchés publics et les commandes locales.
- > **ABOLITION DE LA GPA**
et vraie politique de soutien aux familles et à la natalité.
- > **PROTECTION DE NOS ENFANTS**
face à la propagande woke et l'activisme LGBT.



VOTEZ

MARION
LA FRANCE FIÈRE

MARION MARÉCHAL AVEC
ÉRIC ZEMMOUR et **RECONQUÊTE!**